

Manifestation du 13 février

Pourquoi j'y vais/je n'y vais pas

Les partis de l'opposition parlementaire veulent mettre la pression sur le gouvernement à travers une marche. Une stratégie qui peut – ou pas – avoir un impact... À la seule condition que les gens se déplacent.



Olivier, Prisheela, Glorine, Christophe, Jean-Paul, Ashvin, Yudidsh et Magali s'expriment.

UNE invitation... Celle de l'opposition parlementaire en pleine «bonne entente», qui s'inspire du succès des marches de Bruneau Laurette et de Rezistans ek Alternativ. Elle demande aux Mauriciens de se rendre dans la capitale le 13 février afin d'envoyer un message fort au gouvernement : qu'il s'en aille ! Les invités/es (autres que les partis politiques) répondront-ils/elles à cet appel ? Question épineuse. Nous avons demandé à certaines personnes d'y répondre ; nombreuses sont celles qui ont préféré se taire. D'autres ont précisé que leur décision n'était pas encore prise ou alors qu'elles ne souhaitaient préciser leur intention. Puis, il y a ceux et celles qui ont explicité leur position...

Pas de politique. Olivier Précieux le dit : il ne sera pas présent. Ses raisons : «Je ne participe à aucune activité politique ou sociopolitique, je m'assure de préserver ma neutralité politique.»

Autre chose à faire. Prisheela Yusha Mottee ne se déplacera pas non plus ; elle travaille. Glorine Maloupe croit en d'autres actions qui ont plus de sens : «Je souhaite que les Mauriciens aident ceux qui en ont besoin, tous les jours. Les marches peuvent sensibiliser mais pas à long terme. Nous devrions nous atteler à maintenir la paix en étant humbles et non en étant des hypocrites.» Christophe Le Roux a des doutes concernant le succès de cette manifestation : «Les Mauriciens ont mieux à faire, ce sera d'ailleurs le dernier week-end avant le carême. Et puis, ce n'est pas une marche nationale comme celle organisée par Bruneau Laurette où tout le monde était réuni autour du drapeau national.»

Un devoir nécessaire. Pour Jean-Paul Dominique Jacquin, il est nécessaire de faire un move : «C'est un combat pour Maurice et non pour un parti politique. Sel Solution Revolution marchera contre le gouvernement aussi longtemps qu'il continue à détruire Maurice.» Ashvin Gudday trouve que la situation actuelle n'offre pas de choix. Malgré les réticences : «Les gens sont divisés, ils se demandent s'ils doivent y participer parce qu'ils n'ont pas confiance dans les partis politiques traditionnels.»

Néanmoins, les circonstances font qu'il se sent obligé de marcher : «Mais au vu des scandales et du déclin concernant différents aspects de la structure de notre pays, les interférences concernant les institutions, l'index de corruption, le law and order, entre autres, on doit se mobiliser et faire entendre notre voix pour dire : enough is enough.» Il estime également que les partis politiques doivent retenir des leçons de tout cela : «Ils ne pourront plus échapper à leurs erreurs.» Yudidsh Rambaruth sera également présent dans les rues de la capitale le 13 février : «Il est temps que nous prenions le destin de l'île dans nos mains. Nous devons faire preuve de responsabilité et demander au gouvernement de step down.»

Platform Linion Sitwayen : thinking about it !

La Plateforme de Bruneau Laurette se joindra-t-elle aux partis de l'opposition ? Selon Aman Ramchurn, un des acteurs du mouvement, aucune décision n'a été prise pour l'instant : «Nous prévoyons quelques rencontres avant de nous décider.»

Donner de la substance à l'opposition ? Non ! José Moirt de 100% Citoyens le dit : marcher le 13 février, ce serait donner de la légitimité à Navin Ramgoolam. Ce qu'il se refuse de faire. Magali Deliot, elle, met tous les partis de l'opposition dans le même panier : «Ils sont aussi un peu coupables de ce qui se passe dans le pays. S'il s'agissait d'une marche citoyenne, j'aurais été là.» Pour elle, l'opposition s'offre un «coup de pub pour les municipales» : «La marche débute à la mairie de Port-Louis et ce n'est pas anodin. Moi, je me bats pour mon pays, je ne vais pas m'associer à des politiciens. Même s'ils font partie de l'opposition, ils sont grassement payés par les contribuables et avec tous les scandales, je trouve qu'ils ne font pas grand-chose.»

► Yvonne Stephen

Pravind Jugnauth : «Encourager les start-up»

Encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes. Pravind Jugnauth en a fait le point-phare de son discours lors de la deuxième édition de la National Leadership Engine Convention le samedi 23 janvier, à l'auditorium Octave Wiéhé. Car, a-t-il déclaré, l'emploi est une des plus grandes préoccupations actuelles. Mais avec la Covid-19, le pays a «connu un recul» et le gouvernement prévoira de la création d'emplois mais c'est le privé qui en fournira le plus grand nombre. Il a avancé que son gouvernement s'engagera pour être un facilitateur pour l'entrepreneuriat : «Nous prenons plusieurs initiatives pour la mise sur pied d'incubateurs pour de petites entreprises afin d'encourager des start-up.» Il a aussi évoqué la nécessité de prendre soin de sa santé, d'écouter les personnes âgées et son projet de National Youth Environment Council.

Affaire Saint-Louis : Swaley Kasenally sera entendu à nouveau

Un interrogatoire under warning par les enquêteurs de l'ICAC. Et la possibilité de rentrer chez lui. Le professeur Swaley Kasenally, ex-ministre de l'Énergie, a eu une fin de semaine tumultueuse. À la commission anti-corruption, on le soupçonne d'avoir fait parvenir des informations sur le projet de central thermique de Saint-Louis à la firme Burmeister and Wain Scandinavian Contractor (BWSC). Un développement qui intervient après le retour des enquêteurs d'un déplacement au Danemark où ils auraient obtenu des documents de BWSC. L'ancien ministre est attendu à l'ICAC ce lundi 25 janvier. Shamsheer Mukoon, ancien directeur par intérim du CEB, était également à l'ICAC cette semaine. Il sera aussi entendu de nouveau dans les prochains jours.

► YS

L'aile féminine du PMSD fustige la ministre de la Femme

Elles sont montées au créneau. Le samedi 23 janvier, les femmes du PMSD ont animé une conférence de presse pour parler de sujets d'actualité. Elles ont longuement évoqué l'affaire Kistnen, particulièrement Simla Kistnen. «C'est un moment difficile pour le pays. Nous allons graduellement vers un État de dictature, avec la répression, où l'on musèle et bâillonne le peuple et la liberté d'expression. La femme et la famille sont plus affectées. Les femmes vivent dans l'insécurité et n'ont plus le droit à la parole ou la sécurité. L'exemple est la veuve de Kistnen, avec des vidéos pour la dénigrer. C'est l'arme des lâches, ceux qui ont peur», a martelé Auroro Perraud.

Elle a également parlé de l'actuelle ministre de la Femme, Kalpana Koonjoo-Shah : «Nous sommes d'autant plus choqués envers la ministre de la Femme et les autres femmes parlementaires. Où sont passées les femmes ? Pas un mot de sympathie à la veuve Kistnen et rien pour apaiser cette tension tangible et latente dans le pays (...) Alors que nous avons besoin de femmes de valeur, de conviction, de caractère (...) Nous avons une ministre "fête", "fonction", qui ne tacle pas les problèmes réels. Nous lançons un appel pour qu'elle se ressaisisse ainsi que les femmes parlementaires.»

► Stephane Chinnapen

Paul Bérenger et l'île de la peur

Le Law and Order l'interpelle. Lors de la conférence de presse du MMM le samedi 23 janvier, Paul Bérenger est revenu sur le climat dans le pays. Selon lui, «l'île Maurice est devenue l'île de la peur. Les gens ne se sentent plus en sécurité, avec toutes ces affaires : Kistnen, Kanakiah, Vythelingum... Les gangs organisés et maintenant l'affaire Fakoo (...) C'est révoltant la façon dont la police a traité les veuves Kistnen et Kanakiah (...) Pravind Jugnauth, en tant que Premier ministre, et le gouvernement portent de lourdes responsabilités devant l'Histoire.»

Concernant les vaccins, il a déclaré : «Nous avons perdu trop de temps, c'est une confusion totale pour les what next.» Il a aussi remercié l'Inde pour le don de vaccins. Pour lui, le fait qu'il n'y ait pas d'augmentation de la pension des personnes âgées et handicapés est une «injustice inacceptable». En outre, Paul Bérenger a annoncé que, le 29 janvier, les trois partis de l'opposition vont se reconfronter pour un update sur leur grande manifestation à Port-Louis le 13 février. Finalement, il a évoqué l'élection de Biden aux États-Unis. Une élection qui, dit-il, suscite beaucoup d'espoir.

► SC

